



**PRÉFET
DE LA REGION
NORMANDIE**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de boisement de terres agricoles au lieu-dit Le Rombosc, sur la commune de Mont-Cauvaire (Seine-Maritime)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,
PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Arts et des Lettres**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR/25-006 du 25 janvier 2025 portant délégation de signature à Madame Claire GRISEZ, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la décision en vigueur portant subdélégation de signature à Madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2025-5809 relative au projet de boisement de terres agricoles sur la commune de Mont-Cauvaire (Seine-Maritime), déposée par Monsieur Benjamin SOROKA et reçue complète le 18 mars 2025 ;
- vu la consultation de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 25 février 2025 ;
- vu la contribution de la direction départementale des territoires et de la mer de la Seine-Maritime en date du 03 mars 2025 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à boiser deux hectares de prairies au lieu-dit Le Rombosc, sur la commune de Mont-Cauvaire (Seine-Maritime) ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 47 c) concernant les « *premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion des sols* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, rubrique pour laquelle un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant que le pétitionnaire prévoit :

- de boiser deux hectares de prairies afin de produire du bois d'œuvre ;
- en phase travaux : un travail du sol en bande avec labour ; une mise en place des plants manuellement, à la houe forestière à hauteur de 1 250 plants à l'hectare ;
- la plantation d'essences variées, majoritairement de feuillus, constituée de châtaigniers

- (10 %), chênes rouges (20 %), érables sycomores (15 %), douglas (10 %), mélèzes hybrides (10 %), robiniers faux acacias (15 %), tilleuls (10 %) et aulnes à feuilles de cœur (10 %) ;
- la mise en place de protections anti-chevreuil en maille mixte ;
- en phase exploitation : un entretien lors des 5 premières années avec dégagement sur la ligne et les interlignes, puis une taille de formation avant la mise en place d'un processus d'éclaircie sélective au terme de vingt ans ;

Considérant que le projet se situe :

- sur les parcelles 0134, 0122, et 0115, actuellement en prairie permanente, au lieu-dit Le Rombosc, sur la commune de Mont-Cauvaire dans le département de la Seine-Maritime ;
- hors de toute zone Natura 2000 ;
- hors de toute zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff), la Znieff de type II « *la Vallée du Cailly* » la plus proche étant à 300 mètres environ ;
- hors de tout réservoir de biodiversité ou de corridor identifié au schéma régional de cohérence écologique de Haute-Normandie (SRCE) ;
- hors de toute zone couverte par un arrêté de protection de biotope (APB) ;
- hors de toute zone humide ou prédisposée à la présence de zone humide ;
- hors de tout périmètre, éloigné ou rapproché, de protection de captage d'eau potable destinée à la consommation humaine ;
- dans le périmètre de protection du château de Rombosc, site classé au titre des monuments historiques ;

Considérant que le projet devra être réalisé en préservant l'ensemble des éléments paysagers (haies, lisières, arbres isolés), en évitant les potentielles zones humides, et en respectant un retrait d'au moins 10 mètres avec l'ensemble de ces éléments ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

Le projet de boisement de 2 hectares de prairies sises au lieu-dit Le Rombosc, sur la commune de Mont-Cauvaire (Seine-Maritime) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie :

<http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>

Fait à Rouen, le 22 AVR. 2023

Pour le préfet de la région Normandie et par délégations,
La directrice régionale adjointe de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,



Sandrine PIVARD

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

Monsieur le ministre de la Transition écologique
Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr